

LIMINAIRE CSAL- FS du 28/11/2024

Monsieur le président de la Formation Spécialisée,

Depuis l'ouverture des débats parlementaires sur le budget de l'État et de la Sécurité sociale 2025, nous sommes assaillis d'annonces toutes plus anti-fonctionnaires et anti-sociales les unes que les autres.

Notre ministre de la fonction publique en est même arrivé à se croire à la tête d'un supermarché en plein *Black Friday* de la casse sociale :

- * - 10 % sur nos indemnisations des jours d'arrêt maladie qui ne devraient intervenir qu'au bout de trois jours de carence

- * Il annonce que 2025 sera aussi une année blanche pour la revalorisation de la valeur du point d'indice.

Quel mépris des fonctionnaires, quelle image renvoyée que celle du fonctionnaire privilégié fainéant !

Les conséquences de ces régressions seraient sans appel sur notre santé et notre porte-monnaie. En effet, ce serait minimum 200 euros de moins si vous vous arrêtez à minima 3 jours.

Cette perte conséquente de salaire, jamais vue ces trente dernières années, pousserait les collègues malades à se rendre sur leur lieu de travail au détriment de leur santé, quitte à contaminer leurs collègues. Il est inadmissible d'être discriminé, a fortiori pour raisons de santé.

Alors que le rapport de la DGAFP pointe également une baisse de rémunération entre 2021 et 2022, en euros constants, de 1,4 % (2,3 % dans la FPE) toujours par mesure d'économie, le ministre a décidé de supprimer la GIPA en 2024, dont près de 26 000 agentes et agents de la DGFIP majoritairement de catégorie B et C ont bénéficié en 2023.

Ne nous voilons pas la face ! Dans notre département, des collègues se battent contre la pauvreté quotidiennement. Comment ne pas penser à nos collègues jeunes agents qui se voient attribuer grassement 6 centimes sur leur paie pour ne pas tomber en dessous du SMIC ? Et à nos jeunes familles monoparentales !

Et il faudrait accepter que le nombre de collègues dans la pauvreté augmente au nom de l'austérité budgétaire ?! Nos collègues les plus démunis contribuent largement au bon fonctionnement du pays. Alors qu'à l'autre extrémité de l'échelle sociale, l'État a ouvert les vannes à la constitution de méga fortunes au détriment de nos finances publiques. Nous sommes bien placés pour savoir que les 60 milliards qui manquent au budget correspondent aux baisses de recettes fiscales voulues par monsieur Macron notre Président.

De même, le *Fonctionnaire Bashing* ne fait qu'affaiblir notre autorité, pire nous met en danger.

Ce devrait être une préoccupation de notre FS.

Quand nos décideurs, qui sont aussi nos employeurs, laissent planer dans les médias l'idée qu'augmenter certains impôts serait du racket fiscal, comment s'étonner qu'on se fasse traiter de plus en plus de voleurs ? Même si nous sommes dans le Dauphiné, nous ne sommes pas des gabelous !

En tant qu'employeur, Monsieur le directeur, vous avez pour obligation non seulement de diminuer le risque, mais également de l'empêcher.

Or, les fiches de signalement sont en augmentation et montrent une tendance nette à la dégradation des relations avec les contribuables.

Le récent Groupe de Travail Sécurité tenu à notre initiative n'a fait qu'accroître les craintes en ce domaine :

Nous demandons en vain un avertissement sonore dans les bâtiments pour alerter TOUS les personnels quel que soit le risque.

Nous voudrions que les agents de sécurité soient dûment recrutés en fonction de l'importance du risque (ex : renfort à Rhin & Danube demandé, comme chaque année, par la CGT)

Nous revendiquons l'obligation de binômes pour les interventions sur le terrain chaque fois qu'un doute l'impose et sans conséquences sur les statistiques des 2 agents.

Nous renouvelons notre revendication d'une équipe dédiée à l'accueil, sur le modèle de l'Équipe Spécialisée d'Accueil de la DRFIP du Rhône.

A l'ordre du jour, il est aussi prévu de discuter du plan d'actions suite à l'Observatoire Interne 2024.

Comme on l'avait perçu lors de notre brève rencontre avec notre nouvelle Directrice Générale madame Verdier, le seul grand enseignement de l'Observatoire Interne n'était pas la maltraitance des agents mais bien le manque d'adhésion des agents aux réformes menées. Cela dénote le fait que la Direction Générale compte toujours rester sur sa trajectoire destructrice de nos services malgré les attentes fortes de notre population en matière de services publics exprimées lors de la crise des Gilets jaunes et des dernières échéances électorales.

Les agents n'en peuvent plus de l'instabilité générée par les suppressions de postes, les fusions, les transferts d'emplois, les applications informatiques qui ne fonctionnent pas...

La nouvelle campagne GMBI catastrophique est symptomatique de cette déliquescence programmée de nos services au fil des réformes.

Comment expliquer notre incapacité à fiabiliser nos bases deux années de suite ?

Pour la 2ème année consécutive, la mise à jour des locaux occasionne une surcharge de travail énorme. Comme si la routine de travail n'était pas suffisante !

Les centres de contacts doivent être calibrés pour être en capacité d'absorber les pics de charge d'appels.

Compte tenu de cette énumération de mesures maltraitantes, vous aurez compris, Monsieur le président, que nous appelions nos collègues à massivement suivre l'action de grève prévue le jeudi 5 décembre prochain.